



INDEX 2023 – Résumé des tendances

1. La violence en Afrique sub-saharienne a atteint de nouveaux sommets

Dans les 26 pays d'Afrique subsaharienne qui ont obtenu au moins 41 points au total sur la liste des pays de l'Index mondial de persécution de Portes Ouvertes, le score de la catégorie «violence» a augmenté, en moyenne, de près d'un point entre 2022 et 2023. Sur une échelle où 16,7 est le maximum, cette augmentation est de 8%. La moitié de ces pays ont des scores de violence qui les situent dans la catégorie «extrêmement élevée».

Partout en Afrique subsaharienne, le contexte général est propice à la violence: l'instabilité politique persistante et croissante se cumule avec des difficultés économiques. Alors que les pays africains les plus pauvres tentaient de surmonter les ravages de la pandémie de Covid-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait grimper les prix des aliments, des engrais et de l'énergie.

Les chrétiens de ces pays subissent, comme partout ailleurs, la détérioration de leur conditions de vie, mais la faiblesse des États et l'inefficacité des gouvernements qui les composent ont intensifié un certain nombre de tendances violentes qui sont particulièrement menaçantes pour l'Église.

Cette fragilité générale favorise **l'expansion du djihadisme** et crée un prétexte pour les juntes militaires, de fomenter des soulèvements politiques, comme au Mali et au Burkina Faso. Le mouvement djihadiste, qui cherche à étendre la charia à l'ensemble du continent, a contraint les chrétiens à l'exil, de leurs foyers aux camps de déplacés, voire à d'autres pays. L'insécurité, qui découle de cette expérience de déplacement forcé, peut alors rendre les chrétiens encore plus vulnérables à d'autres formes de violences. Les femmes chrétiennes, en particulier, peuvent être facilement la cible de violences sexuelles, tandis que les hommes sont plus susceptibles d'être tués.

En particulier dans les États soumis à la charia, la violence va souvent de pair avec une forte pression exercée sur les chrétiens dans leur vie quotidienne. À l'école ou à l'université, sur leur place de travail ou tout simplement à la maison ou dans le cercle familial, les chrétiens peuvent être brimés ou gravement maltraités.

Le crime organisé utilise l'Afrique occidentale comme plaque tournante pour le trafic de drogue entre l'Amérique latine et l'Europe. Il existe également un vaste trafic d'êtres humains et d'animaux sauvages protégés. L'expérience des dirigeants chrétiens d'Amérique latine, où leur témoignage public contre le crime organisé se solde par des coups de feu, est de mauvais augure pour l'Église africaine si le crime organisé imprègne tous les niveaux de la société. Ceci est particulièrement inquiétant dans le cas où les groupes criminels se mêlent aux mouvements djihadistes et aux **sociétés peu scrupuleuses** de ces pays, qui ne reculeront devant rien pour obtenir des ressources naturelles et des minéraux rares. Pour ces entreprises, avec lesquelles le monde occidental collabore parfois, le chaos est bon pour les affaires. L'Église est vulnérable dans ces situations violentes et chaotiques.

Une entreprise en particulier, le groupe Wagner, fournisseur de soldats mercenaires ayant des liens avec le Kremlin, cause d'énormes souffrances aux civils dans des pays comme la Libye, la République Centrafricaine, le Mali et le Mozambique. «Les faits de violences commis par les mercenaires russes dépasse désormais le ciblage des civils par les forces étatiques, les groupes rebelles ou les insurgés islamistes», rapportait le New York Times en août. Les chercheurs de Portes Ouvertes dans ces pays sont limités dans les informations qu'ils peuvent obtenir sur la réalité des chrétiens, eux-mêmes soumis à des pressions pour ne pas dénoncer les méfaits de Wagner.



La survie de nombreux Africains était déjà un défi avant que les changements climatiques ne deviennent évidents. Maintenant, ils doivent quitter leur maison, et parfois leur pays. Lorsque cela arrive, les chrétiens sont souvent doublement vulnérables, comme l'illustre le rapport intitulé «Une église en fuite» ([Church on the Run](#)), publié par l'unité de recherche de Portes Ouvertes, la World Watch Research.

2. Le modèle chinois s'exporte dans un nombre toujours plus élevé de pays

La Chine est en train de forger une alliance internationale pour redéfinir les droits de l'homme. L'apparente réussite de la Chine en termes économiques, notamment, séduit de nombreux dirigeants dans le monde. La promesse de croissance et de prospérité, liée à celle de contrôler tous les groupes et individus perçus comme déviants, a suscité l'intérêt des dirigeants du monde entier, quelle que soit leur origine idéologique. La Chine tente non seulement de dominer l'agenda international, mais aussi de **réinterpréter les Droits de l'Homme existants et d'en étendre la liste**. Certains observateurs appellent cela le «[développement sans droits](#)». Un aperçu de son ambition transparaît [dans le discours du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies prononcé par le ministre chinois des affaires étrangères](#) le 22 février 2021, qui a mis en avant non pas les notions classiques de droits donnés par Dieu, mais le «droit» au développement et au bonheur. La Chine tente de faire entrer ce révisionnisme dans le courant dominant de la diplomatie internationale, en partie en essayant de [redéfinir](#) les tâches des Nations Unies - et, surtout, en filtrant les personnes autorisées à participer aux débats sur la manière dont les Droits de l'Homme devraient être façonnés à l'avenir.

Des pays aussi divers que le Sri Lanka, le Myanmar et la Malaisie ont emprunté cette même voie, rejoignant des États d'Asie centrale comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et, bien sûr, la Russie.

La **dérive autoritaire** s'observe également ailleurs dans le monde :

- Moyen-Orient et Afrique du Nord: par exemple Algérie, Maroc, Tunisie et Égypte; mais aussi Iran et États du Golfe. En Turquie, les fidèles du président Recep Tayyip Erdogan contrôlent le gouvernement et la plupart des médias, du système judiciaire et des universités.
- Afrique subsaharienne: Rwanda, Burundi, Ouganda et Cameroun. Au Nigeria, pendant la présidence de Muhammadu Buhari, le dispositif de sécurité, en grande partie sous contrôle étatique, a été mis à mal par les musulmans, dans Nord du pays.
- Amérique latine: Cuba, Venezuela. Le Nicaragua apparaît pour la première fois en 2023 dans le top 50 des pays de l'Index mondial de persécution de Portes Ouvertes. Le couple présidentiel Ortega a tenté d'y faire taire toute voix dissidente.

La simple existence des communautés chrétiennes est une épine dans le pied pour les régimes de ces pays. D'autant plus si les militants chrétiens élèvent la voix pour s'opposer aux tentatives du régime de contrôler ses citoyens. Sous couvert de promotion de la «stabilité» et de la «sécurité», les autocrates exercent une pression immense sur les responsables d'église en réponse à leur appel persistant à respecter les droits de l'homme, à offrir une libre participation de la société civile, à l'État de droit et à la transparence des élections. Ceux qui refusent de soutenir le parti au pouvoir peuvent être qualifiés de «fauteurs de troubles», de «perturbateurs de la paix», voire de «terroristes». Ils risquent d'être arrêtés, de voir leurs églises démolies et de perdre leur autorisations.

3. Le contrôle numérique de la Chine menace l'Église

À mesure que les outils numériques se perfectionnent, le gouvernement chinois les utilise à des fins de contrôle. En mars 2022, armé de nouvelles règles strictes sur l'utilisation d'Internet par les églises et sous le prétexte de la pandémie de Covid-19, Pékin a utilisé la censure, la désinformation et une surveillance sans faille pour renforcer le contrôle des groupes religieux.



En réaction, certains pasteurs auraient laissé des messages vocaux de 60 secondes sur des plateformes de médias sociaux telles que WeChat, afin de contourner la règle exigeant d'eux de soumettre les détails de leurs sermons aux autorités. Des contenus chrétiens étaient encore disponibles sur certaines plateformes en ligne 2022, mais les risques encourus pour ceux qui tentaient d'y accéder ne cessait d'augmenter. Un jeu du chat et de la souris qui laisse de moins en moins d'échappatoires aux chrétiens.

L'avancée de la technologie a permis aux chrétiens chinois de faire progresser l'évangélisation. Mais même plusieurs années après les faits, des incidents comme le raid sur une librairie chrétienne en ligne, qui a continué à avoir des répercussions sur ses clients des années plus tard, indiquent que les plateformes numériques s'accompagnent de **risques croissants** et peuvent avoir des conséquences négatives de grande ampleur pour les chrétiens.

Les applications de suivi qui collectaient des données pour endiguer le coronavirus n'ont pas été supprimées en 2022 mais redéployées. Au cours de la période couverte par l'Index mondial de persécution de Portes Ouvertes, les autorités ont intensifié leurs efforts pour contrôler les médias sociaux, en partie en tenant les entreprises technologiques responsables de tous les commentaires qui y sont échangés. Si l'espace Internet est devenu aussi étroit pour le citoyen chinois moyen, il est sans doute devenu plus étroit pour les chrétiens, car ils sont **perçus comme étant alliés aux influences occidentales**.

Le «système de crédit social» chinois, qui a fait l'objet d'une grande publicité, est en train de devenir une priorité gouvernementale, que la pandémie n'a fait qu'intensifier. La surveillance physique est devenue une telle priorité pour le parti communiste que certains observateurs pensent qu'elle réécrit les termes du contrat du parti avec la société, diminuant sa promesse d'amélioration économique et avançant une promesse de sécurité et de bien-être de manière plus générale.

L'infrastructure même de la communication numérique, qui est de plus en plus mobile, est potentiellement périlleuse. Ni la sécurité du système de Huawei, le plus grand et l'un des rares fournisseurs de la norme mobile 5G, ni ses liens avec l'Armée populaire de libération et le Parti communiste, ne sont clairs. Les dangers potentiels ne se limitent pas au territoire chinois. WeChat a averti ses utilisateurs à l'étranger que leurs interactions - historiques, commentaires, likes, etc. - sont envoyées à des centres de données en Chine.

4. L'Afghanistan redescend dans le classement

Bien que la situation des chrétiens ne se soit pas améliorée en Afghanistan, le pays a été rétrogradé de la première à la neuvième place. Après la prise de pouvoir par les talibans en août 2021, la dynamique du pays a changé. Au cours de la période de récolte des données prises en considération pour l'Index 2022, le score concernant la violence avait augmenté à 15 points (sur 16,7 possibles) en raison de l'assassinat de chrétiens, de nombreuses agressions à leur encontre et de la fuite forcée de centaines de familles chrétiennes. De nombreux chrétiens ont fui à l'étranger, des églises de maison ont été fermées.

Au cours des opérations de "nettoyage" menées par les talibans pendant la période de référence actuelle, il a été difficile de déterminer si les chrétiens étaient explicitement maltraités en raison de leur foi ou de leur appartenance à une minorité ethnique. Conformément à la méthodologie qui sous-tend l'Index mondial de persécution, Portes Ouvertes ne considère comme persécution que les incidents clairement imputables à la foi chrétienne (cela inclut les meurtres, les attaques contre les commerces et les habitations, les autres violences physiques, les expulsions, les emprisonnements, etc.)

En outre, de nombreux chrétiens se sont cachés ou ont fui à l'étranger, ce qui explique que le nombre d'actes de violence documentés soit nettement inférieur à celui de l'année précédente. Les personnes sont tout simplement devenues invisibles. De ce fait, le score dans le domaine de la violence a nettement baissé (à 4,6 points au lieu de 15). Cela a des répercussions sur le score global, si bien que l'Afghanistan, qui occupait dernièrement la première place, est actuellement classé 9e de l'Index 2023.



La situation de persécution des chrétiens est évaluée selon la méthodologie de l'Index, de sorte que toutes les communautés chrétiennes présentes dans le pays (églises traditionnelles et non traditionnelles, églises clandestines ou églises de maison, communautés de chrétiens étrangers) sont prises en compte. Alors que de nombreux chrétiens locaux ont fui le pays, certaines ONG étrangères ont pu revenir dans le pays avec leur personnel en partie chrétien. Ces communautés de chrétiens peuvent se réunir pour prier et organiser d'autres événements, ce qui est pris en compte dans l'étude de la pression dans les différents domaines de la vie (vie privée, familiale, sociale et nationale, et vie ecclésiale). C'est pourquoi le score a également quelque peu baissé dans ces domaines, ce qui a un impact sur le classement de l'Index.

Les chrétiens autochtones restés dans le pays vivent leur foi avec beaucoup de prudence. Et pourtant, les musulmans continuent de se convertir au christianisme.

5. Les conditions vie de l'Église en Amérique latine se dégradent

Dans l'Index 2022, trois pays d'Amérique latine étaient classés dans le top 50. En 2023, ils sont désormais quatre, le Nicaragua étant classé n° 50 pour la première fois cette année. Il rejoint la Colombie, Cuba et le Mexique.

En moyenne, le score total de chacun de ces quatre pays a augmenté de 4,2 points, en raison aussi de la hausse de 8 points enregistrée au Nicaragua. Les racines de cette augmentation remontent à avril 2018, lorsque la répression gouvernementale s'est intensifiée après des manifestations populaires. Pendant la période couverte par les recherches menant à la publication de l'Index 2023, le président Ortega et son épouse ont tenté de faire taire toute voix dissidente. L'Église a été particulièrement ciblée - bâtiments endommagés, chaînes de télévision et collèges fermés, chefs religieux expulsés - en raison de la réputation d'autorité et de légitimité dont elle jouit dans le pays.

Par comparaison, en Afrique subsaharienne, les scores individuels des pays figurant parmi les 50 pays classés ont augmenté, en moyenne, de 1,5 point. Parmi ces 50 pays également, les scores ont baissé, de 0,4 point en moyenne, pour les pays d'Asie.

L'augmentation des scores en Amérique latine s'est traduite par un grimpement dans le classement des pays de ce continent. La Colombie se classe 22^e, contre 30^e un an plus tôt. Cuba a gagné 10 rang, et se classe 27^e et le Mexique gagne 5 rang, occupant la 38^e place (43^e en 2022).

Quels facteurs sont à l'origine de la détérioration des conditions dans ces quatre pays? En particulier dans les zones rurales, **la corruption et l'inefficacité du gouvernement** ont permis aux groupes criminels et aux chefs ethniques d'émerger, de se renforcer et de devenir des vecteurs de persécution. Les réseaux criminels se développent et dominent de vastes territoires.

Les incidents violents les plus fréquents documentés par l'unité de recherche de l'ONG Portes Ouvertes, la *World Watch Research*, impliquent des attaques ciblées de chrétiens démontrant de manière plus régulière des signes de cruauté. Les chrétiens qui s'opposent à la criminalité sont particulièrement en danger dans les régions où les groupes criminels s'affrontent pour le contrôle du territoire. Le fait de vivre leur foi est devenu une raison pour laquelle les chrétiens sont contraints de fuir leurs communautés et parfois le pays, pour se mettre en sécurité.

Le statut juridique spécial et semi-autonome dont bénéficient les populations indigènes dans certaines régions d'Amérique latine est une arme à double tranchant. Libérées de certaines mesures d'autorité du gouvernement central sur la culture et les coutumes locales, elles sont également privées de l'aide du gouvernement central pour résister aux éléments criminels. Les citoyens indigènes qui abandonnent les traditions de leur communauté pour devenir chrétiens sont doublement vulnérables, car ils sont exposés



non seulement aux activités criminelles, mais aussi au harcèlement des dirigeants indigènes en raison de leur apostasie.

Au Nicaragua, à Cuba et au Venezuela, la répression gouvernementale s'est intensifiée contre ceux qui sont considérés comme des voix d'opposition. Au Nicaragua en particulier, la répression communiste à l'encontre des chefs d'église est devenue de plus en plus visible au cours de la période couverte par l'Index mondial de persécution 2023.

Un antagonisme croissant à l'égard de la présence de l'Église dans la sphère publique est constaté, en particulier à l'égard de la défense par l'Église de l'enseignement biblique du genre. Les marches et les manifestations en faveur de l'autodétermination des sexes s'accompagnent régulièrement d'attaques contre les bâtiments d'église. Cette pression conduit à l'autocensure des chrétiens.

6. La pression demeure à l'égard de l'Église réduite du Moyen-Orient

La période la plus critique est peut-être passée, du point de vue de la liberté religieuse au Moyen-Orient et il y a des raisons isolées pour que les chrétiens soient encouragés (voir point 6., ci-dessous), mais dans l'ensemble, la situation reste décourageante.

D'une part, l'influence visible et politique des Frères musulmans a sérieusement diminué. De l'autre, la dictature à l'origine du «printemps arabe» de 2011 qui a balayé une grande partie du Moyen-Orient et renversé des autocrates - même en Égypte - est revenue en Tunisie.

L'autocratie est de retour, augmentant son emprise sur la société. La surveillance de tous les mouvements sociaux s'est accrue, le COVID-19 constituant la raison idéale pour renforcer la surveillance, notamment via les appareils mobiles dans des pays comme les Émirats arabes unis.

Les lois antiterroristes sont largement utilisées comme prétexte pour écraser l'opposition. L'Arabie saoudite, par exemple, a condamné à 34 ans de prison une personne qui avait retweeté une déclaration d'un dissident du gouvernement. Cette situation est typique de l'atmosphère d'oppression dans laquelle vivent les habitants d'Arabie saoudite et qui les rend très attentifs à ce qu'ils disent en public. Les chrétiens évitent tout ce qui ressemble à une critique des autorités saoudiennes.

Certains de ces chrétiens, en particulier ceux qui se sont convertis de l'islam au christianisme, sont eux-mêmes considérés comme des fauteurs de troubles potentiels (c'est-à-dire une menace pour la stabilité nationale) simplement parce que leurs croyances ont changé. Dans de nombreux pays, les services de sécurité leur demandent de ne pas entrer en relation avec d'autres chrétiens ou dans des activités chrétiennes sous peine d'en subir les conséquences, y compris la détention (en Tunisie et au Maroc, par exemple) et même la torture en Égypte, par exemple. La pire conséquence est la peine capitale pour apostasie, mais elle est généralement appliquée non pas par les autorités de l'État mais par les familles (lors de «crimes d'honneur»), par exemple en Irak.

L'Algérie fournit un exemple d'Etat particulièrement hostile envers le christianisme. Au cours de la période couverte par l'Index 2023, le pays a accru sa pression sur l'église en poursuivant et en condamnant des chrétiens et des dirigeants chrétiens. Le gouvernement a ordonné la fermeture de plusieurs nouvelles églises, en plus de celles qui avaient été fermées les années précédentes. Cette pression accrue a obligé les églises restantes à être très prudentes, beaucoup d'entre elles réduisant leurs activités, ce qui a conduit à un nombre croissant de chrétiens isolés. L'Algérie utilise de plus en plus les lois destinées à lutter contre le terrorisme et le blanchiment d'argent pour cibler les églises et les chrétiens, au plan individuel.



Un regard sur la région du Levant au Moyen-Orient (Liban, Syrie, Irak, Israël/Territoires palestiniens et Jordanie) montre que la communauté chrétienne se réduit en raison des privations, des discriminations et des persécutions. Depuis que le groupe État islamique (EI) a fait irruption dans cette région, les chrétiens d'Irak et de Syrie ont du mal à gagner leur vie ; les jeunes chrétiens, en particulier, sont confrontés à un taux de chômage élevé et à une hostilité constante, ce qui encourage leur désir d'émigrer. Cet environnement hostile peut être ressenti dès la naissance, lorsque les enfants se voient parfois refuser l'identité légale de chrétiens (en particulier si leurs parents se sont convertis de l'islam), jusqu'à l'expérience de niveaux élevés de discrimination dans l'éducation et de harcèlement lié à la foi, comme les brimades par les enseignants ou les pairs.

En outre, les chrétiens du nord-est de la Syrie sont également confrontés aux attaques turques contre leurs villages. Des dizaines d'églises, de cimetières chrétiens, d'écoles et d'autres bâtiments importants ont été gravement endommagés. Cela pousse de nombreux croyants à quitter cette région anciennement chrétienne. Lorsque cette émigration augmente, les communautés ecclésiastiques s'en trouvent affaiblies, privées de la prochaine génération de dirigeants et de familles, et deviennent ainsi des cibles plus faciles de marginalisation.